

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'HERLIER

Séance du lundi 4 juillet 2022 - Convocation du 28 juin 2022
Salle Georges Denis – 20h00

20 22 - 035

Envoyé en préfecture le 07/07/2022
Reçu en préfecture le 07/07/2022
Affiché le
ID : 059-215903030-20220704-2022035-DE

Etaient présents : Monsieur le Maire, Bernard DEBEER, Audrey BERNARD, Eric LALOY, Christophe BAILLIE, Freddy BERNARD, Adjoint, Marie-Camille RUOCCO, Frédéric CHRETIEN, Natacha COUCHY, Thierry HOCMAN, Conseillers Délégués, Bruno BOUCQ, Sylvie FASQUEL, Clotilde LOBRY, Marie-Françoise AUGER, Emilie LOBODA, Catherine CATTEAU

Excusés : Valérie CHARLET a donné procuration à Clotilde LOBRY
Guillaume PUIG a donné procuration à Marie-Camille RUOCCO
Christian DUQUESNE a donné procuration à Marie-Françoise AUGER
Isabelle MOULIN

VI – Modification du Règlement intérieur du Conseil Municipal et composition des commissions

Par délibération n°2022-002 il a été acté la création de 4 commissions.

Monsieur le Maire sollicite le changement d'appellation de l'une d'entre elles et souhaite que la Commission « Finances, Administration Générale et Ressources Humaines » devienne la Commission « Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, Communication et Participation citoyenne ».

Vu l'avis favorable de la Commission « Finances, Administration Générale et Ressources Humaines » du 21 juin 2022,

Le Conseil Municipal, **à l'unanimité**, décide le changement d'appellation de la Commission « Finances, Administration Générale et Ressources Humaines » en Commission « Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, Communication et Participation citoyenne ».

Ampliation de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord pour enregistrement en ses services.

En séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Monsieur le Maire,

Bernard DEBEER



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe qu'en application des dispositions du décret n°1025 du 28 Novembre 1983, modifié, les décisions administratives peuvent être contestées par voie de recours devant le Tribunal Administratif et ce dans un délai de 2 mois à compter de leur notification

TRANSMIS EN PREFECTURE EN DATE DU 07/07/2022